

Brochure n° 3201

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2046. – PERSONNEL DES CENTRES**  
**DE LUTTE CONTRE LE CANCER**

---

AVENANT N° 2012-01 DU 10 JUILLET 2012  
RELATIF À LA REVALORISATION DES RÉMUNÉRATIONS  
MINIMALES ANNUELLES GARANTIES

NOR : ASET1251139M  
IDCC : 2046

---

**PRÉAMBULE**

Les organisations syndicales représentatives ont demandé à la fédération nationale des centres de lutte contre le cancer l'ouverture de la négociation portant revalorisation des salaires minimaux conventionnels.

La fédération a rappelé, d'une part, la situation budgétaire des centres et leurs résultats 2011 et, d'autre part, les perspectives 2012 dans un contexte d'évolutions tarifaires impactant directement les centres en raison, notamment, de baisse des tarifs, des MERRI et du gel des MIGAC.

Néanmoins, la fédération, soucieuse de maintenir l'attractivité des CLCC, a négocié, avec les organisations syndicales représentatives, ce qui suit.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Revalorisation de la grille des salaires minimaux conventionnels  
praticiens et non-praticiens*

Les rémunérations minimales annuelles garanties (RMAG) conventionnelles des personnels non praticiens et les grilles de rémunération des personnels praticiens sont revalorisées de 0,5 %.

Les grilles salariales sont révisées en conséquence à la date d'effet.

Il est rappelé que le différentiel d'indemnité transitoire (DIT) est gelé pour tous les salariés en bénéficiant.

A titre exceptionnel, compte tenu de la date d'application tardive, tous les salariés présents sans interruption depuis le 1<sup>er</sup> avril 2012 bénéficieront d'une bonification exceptionnelle de 100 € bruts payée au prorata du temps de travail.

**Article 2**

*Dispositions communes*

Ces mesures salariales s'appliquent dans le respect des accords locaux négociés dans les CLCC en matière de réduction de temps de travail et de création d'emplois pour le personnel non médical et médical.

### **Article 3**

#### *Date d'application*

Les dispositions visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent accord entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> du mois suivant l'expiration du délai d'opposition, soit le 1<sup>er</sup> août 2012.

### **Article 4**

#### *Dispositions diverses*

Il sera effectué les formalités de dépôt auprès de la direction générale du travail et du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 10 juillet 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FNCLC.

#### **Syndicat de salariés :**

FNSS CFDT.